

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #6 / vague 1

décembre 2015



L'ÉLECTEUR INTERMITTENT ? LA PARTICIPATION LORS DES ÉLECTIONS RÉGIONALES DE 2015

Une faible participation au premier tour des élections régionales (49,9%) et une remobilisation importante au second tour (58,5% soit +8,6 points), dont l'amplitude n'a d'égale que le sursaut civique qui avait suivi le séisme électoral à la suite de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 (+8,1 points de participation entre les deux tours), ont d'une certaine façon changé quelque peu la nature même de ces élections régionales. D'élections intermédiaires généralement peu investies, et ce d'autant plus qu'il s'agissait d'un scrutin inédit portant, non seulement sur des enjeux locaux, mais aussi selon une configuration territoriale nouvelle, elles se sont fortement nationalisées et politisées entre les deux tours, prenant des allures quasi-référendaires, remobilisant les électeurs et ramenant une partie significative d'entre eux aux urnes¹.

Méthodologie : La vague 1 de l'Enquête électorale française a été réalisée entre le 20 et 29 novembre 2015 auprès de 23 061 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Anne Muxel

Directrice de recherches au CNRS

La défection du premier tour était attendue, dans la continuité de l'abstention massive qui fait entendre sa voix lors des élections intermédiaires, qu'elles soient locales ou européennes. Même si les élections municipales de mars 2014 ont un peu plus intéressé les Français (63,5% de participation au premier tour), tous les derniers scrutins depuis l'élection présidentielle de 2012 ne captent en moyenne la décision que d'un Français sur deux, et dans certains cas encore moins que cela. Les élections européennes de 2014 par exemple n'ont enregistré la participation que de 42,6% du corps électoral. Le phénomène n'est pas nouveau et remonte à une bonne trentaine d'années. Déjà les cantonales de 1988, les européennes de 1989, celles encore de 1999, les élections régionales de 2010, et récemment les élections départementales de mars 2015, n'ont jamais réussi à mobiliser franchement les électeurs. En mars 2010, lors des précédentes élections régionales, seuls 47,3% des Français avaient participé au premier tour de l'élection. En comparaison, les régionales de 2015 dénotent un léger sursaut de participation (+2,8 points) que l'on peut éventuellement lier d'une part aux conséquences des attentats du 13 novembre 2015 et d'autre part à la mobilisation de l'électorat frontiste. Mais globalement, c'est l'apathie civique qui domine.

¹ Selon l'étude Harris Interactive sur les motivations de vote et d'abstention réalisée au 2^{ème} tour des élections régionales, le score du Front National a été le principal sujet d'intérêt des Français dans l'entre-deux tours, http://harris-interactive.fr/opinion_polls/motivation-de-vote-et-dabstention-au-2nd-tour-des-elections-regionales-de-2015/, 2014.

I – Facteurs structurels et facteurs conjoncturels de la participation

Cette désaffection électorale tient à plusieurs ordres de facteurs liés, d'une part, à la profonde crise de la représentation politique et, d'autre part, aux mutations profondes qui affectent le comportement électoral dans nombre de démocraties avancées. La défiance à l'égard des élus et des institutions de la République ne se dément pas au fil du temps. Elle a même tendance à s'aggraver encore. À la veille de ces dernières élections, ce sont neuf Français sur dix qui considèrent que les responsables politiques ne se préoccupent pas de gens comme eux. Et parmi les motivations de l'abstention à ces élections régionales, c'est bien la défiance à l'égard des responsables politiques qui apparaît comme prédominante².

Une mutation du comportement électoral

Ce discrédit se double d'un profond changement dans la signification et dans les usages mêmes du vote comme de l'abstention. Cette dernière a gagné en légitimité dans toutes les couches de la société, et c'est le modèle d'un électeur intermittent, adaptant sa participation selon les types de scrutin, les enjeux et les conditions de l'offre politique qui prévaut désormais. Dans les jeunes générations tout particulièrement, le modèle du comportement électoral s'est profondément modifié. La norme civique du devoir de voter s'est incontestablement affaiblie dans le renouvellement générationnel. Le vote est considéré de plus en plus comme un droit, le sens du devoir marque le pas. L'alternance entre le vote et l'abstention est désormais la règle plus que l'exception. Dans les quelques semaines précédant le premier tour des élections régionales, 64% des 18-24 ans déclaraient lors de la vague 1 de l'Enquête électorale française leur intention de ne pas aller voter (52% dans l'ensemble de la population). Leur abstention lors des élections municipales et européennes de 2014 et lors des élections départementales de 2015 s'établissait à un niveau analogue. Le vote systématique ne concerne plus que les électeurs âgés de 65 ans et plus. Mais même parmi ces derniers il s'érode. Seule une moitié des électeurs appartenant à cette dernière tranche d'âge reconnaît voter à toutes les élections (51%) ; parmi les moins de 35 ans, ils ne sont plus que 35% dans ce cas, et les jeunes femmes sont encore moins nombreuses que les jeunes hommes (42% contre 36% parmi les 18-24 ans). Mais au-delà, cette profonde modification du comportement électoral gagne aussi d'autres segments de la population, notamment parce que l'abstention a gagné une légitimité sociale et politique qu'elle n'avait pas auparavant.

L'effet de l'entre-deux tours

La vague 1 avait enregistré une relative indifférence et une méconnaissance des Français pour ces élections régionales. À quelques jours de l'élection, l'incertitude d'aller voter concernait plus d'un électeur sur deux (52%). Et la réforme des régions visée par ce scrutin n'enregistrait qu'une appréciation mitigée de la part des Français : seuls 27% considéraient qu'elle était une bonne chose, tandis que 35% pensaient qu'elle était une mauvaise chose et 29% ni une bonne chose ni une mauvaise chose. Mais au vu des résultats du premier tour et de la nature du rapport de force politique suscité par les scores du Front national dans certaines régions, l'enjeu de l'élection s'est transformé et avec lui la réaction du corps électoral. Le surcroît de participation conséquent enregistré par le second tour est bien le signe d'un changement dans l'usage comme dans l'interprétation des enjeux dans le cours même de cette élection. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, où la compétitivité électorale autour de l'éventuelle élection de Marine Le Pen à la tête de la région était intense et fortement médiatisée, le niveau de la participation dès le premier tour est avec celui de la Corse où l'offre électorale est diversifiée, le plus élevé de toutes les régions (54,8%). Le différentiel de mobilisation entre le premier et le second tour y est moins élevé (+6,4

² Selon l'étude Harris Interactive réalisée lors du second tour des élections régionales, 45% des abstentionnistes au second tour expriment leur manque de confiance envers les responsables politiques, 26% ne se reconnaissent pas dans l'offre électorale proposée, 23% considèrent que l'élection n'aura pas d'incidence sur leur vie quotidienne, 19% disent que cela ne les intéresse pas. Seuls 17% évoquent des raisons d'ordre pratiques, comme la mal inscription ou leur indisponibilité circonstancielle, http://harris-interactive.fr/opinion_polls/motivation-de-vote-et-dabstention-au-2nd-tour-des-elections-regionales-de-2015/, 2014.

points) que la moyenne, notamment parce que la gauche est exclue du second tour et que les sondages d'intentions de vote annoncent une victoire en faveur de Xavier Bertrand. En revanche, ce sont les régions Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et Bourgogne-Franche-Comté qui enregistrent les mouvements de remobilisation de l'électorat entre les deux tours les plus importants (respectivement +11,1 points et +10,5 points). Le différentiel est important également en région Centre, en Normandie ou encore en Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, où la compétition finale entre les candidats en lice, qu'il s'agisse de cas de triangulaires ou de duels, est très serrée. A contrario, c'est en Bretagne, que le différentiel de participation d'un dimanche à l'autre est le plus faible (+5,3 points), soit une région où dès le premier tour les résultats semblent attendus en faveur de Jean-Yves Le Drian. Mais dans tous les cas de figures, le mouvement de participation habituel entre les deux tours a connu une amplitude qui dépasse très largement les niveaux enregistrés lors des élections régionales de 2010 (+4,9 points en moyenne). Et ces élections régionales de 2015 resteront marquées par ce mouvement à double détente de la participation.

II. Le profil des abstentionnistes

La vague 1 de l'enquête électorale permet de dresser le portrait de cette moitié de Français qui a choisi de rester en dehors de la décision électorale lors de ces élections régionales. L'impact des paramètres sociologiques de l'abstention est visible. Les jeunes, les catégories populaires, les chômeurs et les personnes disposant d'un faible niveau de revenus sont plus nombreux à rester à l'écart des urnes. Ainsi peut-on observer un écart de 27 points entre le niveau d'abstention des électeurs les plus jeunes et celui des électeurs les plus âgés (respectivement 64% et 37%). Les conditions de l'insertion sociale et économique jouent un rôle crucial : 61% des chômeurs se sont abstenus (soit 11 points de plus que la moyenne de l'électorat, ainsi que 59% des personnes disposant d'un revenu mensuel inférieur à 1250 euros et 55% de celles ayant un revenu mensuel compris entre 1500 et 1999 euros. Les ouvriers et les employés s'abstiennent plus que la moyenne (60% respectivement). Mais aussi les professions indépendantes, artisans et commerçants, sans doute fragilisés économiquement et exposés aux aléas d'une crise sociale et économique et d'une panne de croissance dont la France n'arrive pas à sortir. On note également que, dans la population des électeurs de confession musulmane, le taux d'abstention est très élevé, 73%, où certaines difficultés d'intégration sociale et culturelle se cumulent.

Toutefois cette abstention de nature sociologique ne suffit pas à expliquer la faiblesse devenue structurelle de la participation. En effet, dans certains segments mieux intégrés socialement et économiquement que d'autres, l'abstention est élevée : 53% des cadres supérieurs, 49% des fonctionnaires d'État, 55% des chefs d'entreprise, 45% des personnes dont le revenu mensuel du foyer est de 6000 euros et plus. Par ailleurs, une fois de plus, cette enquête vérifie l'absence d'impact direct du niveau de diplôme. Si 52% des personnes non diplômées s'abstiennent, 50% de celles qui ont un niveau Bac+4 ont un même comportement.

Tableau 1 : Indice d'abstention, soit le profil des électeurs qui ne sont pas certains d'aller voter au 1^{er} tour des élections régionales de 2015, selon des variables sociodémographiques (% en ligne).

Source : Enquête électorale française 2017, vague 1

Moyenne nationale		52
Sexe	Homme	51
	Femme	52
Âge	18-24 ans	64
	25-34 ans	67
	35-49 ans	56

	50-64 ans	47
	65 ans et plus	37
PCS de la personne de référence	Agriculteur exploitant	54
	Profession indépendante	60
	Cadre supérieur	53
	Profession intermédiaire	57
	Employé	60
	Ouvrier	60
	Retraité	40
Statut de l'interview	Salarié du public	53
	> Fonction publique d'État	49
	> Fonction publique territoriale	51
	> Fonction publique hospitalière	58
	Salarié du privé	57
	Chef d'entreprise à son compte	55
	Chômeur	61
Niveau de diplôme	Aucun diplôme, CEP	52
	BEPC, CAP, BEP	51
	Bac	53
	Bac+2	53
	Bac+4	50
Revenu mensuel du foyer	Moins de 1250 €	59
	1500 à 1999 €	55
	2000 à 2499 €	51
	2500 à 3499 €	51
	3500 à 5999 €	48
	6000 € et plus	45
Religion	Catholique	49
	> Pratique régulier	33
	> Pratique irrégulier	43
	> Non pratiquant	52

Protestante	51
Juive	55
Musulmane	73
Bouddhiste	48
Sans religion	55

Le rôle des facteurs politiques

Ce sont donc bien aussi des facteurs de nature politique qui entrent en jeu pour éloigner des urnes les citoyens mêmes bien intégrés. À quelques jours des élections, 40% de ceux qui déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique reconnaissent qu'ils ne sont pas sûrs d'aller voter. Il en est de même de 52% de ceux qui considèrent pourtant que la démocratie fonctionne bien en France.

Lors d'élections intermédiaires, il est courant d'observer une participation électorale plus forte de l'électorat situé dans l'opposition. On observe le même phénomène pour ces régionales, et cette mobilisation différenciée (56% des électeurs qui avaient voté Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012 sont certains de voter contre 49% des électeurs de François Hollande). Mais alors que les électeurs du Front national sont habituellement peu mobilisés pour ce type de scrutin, que beaucoup se réfugient fréquemment dans l'abstention, la vague 1 de l'enquête électorale témoigne cette fois-ci de leur détermination. Ce sont eux qui affirment la certitude d'aller voter la plus forte (58%). À la suite des attentats, les thématiques sécuritaires du Front national se sont retrouvées au cœur de la campagne électorale, ce qui a nécessairement eu un effet sur le niveau de participation de ses sympathisants ou d'électeurs trouvant là une motivation de peser sur la décision électorale.

Toutefois, la remobilisation d'entre deux tours a moins profité au Front national qu'aux partis de gouvernement. Une majorité des abstentionnistes du premier tour (55,4%) sont restés dans l'abstention. Ceux qui se sont mobilisés ont d'abord privilégié les candidats de la droite (18,6%), puis les candidats de la gauche (14,7%), et enfin seulement 11,3% se sont reportés sur le Front national³. Ce dernier disposait donc bien de réserves de voix pour le second tour, mais dans une proportion moindre que Les Républicains et le Parti socialiste.

Tableau 2. Indice de participation selon le vote au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012 (% en ligne).

Source : Enquête électorale française 2017, vague 1

Jean-Luc Mélenchon	46
Eva Joly	44
François Hollande	49
François Bayrou	47
Nicolas Sarkozy	56
Marine Le Pen	58

Enfin, pour finir, il faut évoquer la relative importance prise par le vote blanc lors de ces élections, en tout cas dans certaines régions ou configurations de vote. Alors que le vote blanc rapporté à la population des votants atteint 2,4% au premier tour et 2,8% au second tour sur l'ensemble du

³ Étude LMP, *Le Monde*, 19 décembre 2015. Cette étude établit un socle d'abstentionnistes de 27,5% aux deux tours, et confirme l'importance de l'abstention intermittente, 14% des inscrits n'ayant participé qu'au premier tour et 22,5% qu'au second. Seuls un gros tiers du corps électoral aurait voté aux deux tours de l'élection.

territoire national, soit des taux équivalents à ce qui est enregistré lors d'autres scrutins de ce type, dans le Nord-Pas-de-Calais ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur, il progresse significativement entre le premier et le second tour (respectivement de 2,2% à 4,5% et de 1,6% à 4,7%). Il est un recours, notamment pour des électeurs de gauche, contraints par une offre politique de second tour dans laquelle ils ne se retrouvent pas.

Conclusion

Ces élections régionales ont montré plus que jamais des signes de profonde transformation du comportement électoral : rapport intermittent au vote, mobilisation électorale nécessitant des enjeux perçus comme décisifs, incidence du niveau de compétitivité électorale sur la participation, importance des facteurs personnalisation et nationalisation sur les motivations à participer, incertitude et perplexité associées à la décision électorale. Il faut donc décoder la réponse abstentionniste au prisme de raisons à la fois conjoncturelles et structurelles. Elle renvoie un état de l'opinion face à l'enjeu et à la question propre d'une élection donnée à un moment donné. Mais elle s'inscrit aussi dans un profond renouvellement du contrat démocratique et des usages de la citoyenneté.

Bibliographie et références documentaires

MUXEL (Anne), « Les processus de participation électorale : les voies diverses de la mobilisation », Perrineau (Pascal) (dir), *La décision électorale en 2012*, Paris, Armand Colin, 2013.

MUXEL (Anne), CAUTRÈS (Bruno), *Comment les électeurs font-ils leurs choix ?*, Le Panel électoral français 2007, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

MUXEL (Anne), *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil, 2010.

PERRINEAU (Pascal), La dynamique du Front national, La Note, CEVIPOF, #2, décembre 2015.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

L'auteur

Anne Muxel

anne.muxel@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et Le Monde, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com_